

Indo-Pacifique

Grandes manœuvres en vue

P.2

Législatives

Pour qui voter le 12 juin ?

P.4

Cannes

*De beaux films et surtout une
belle histoire*

P.6

Car un autre avenir est possible !

Les 12 et 19 juin 2022

Votez pour la
NOUVELLE
UNION POPULAIRE
ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

Édito :

Depuis trop longtemps les travailleurs et les travailleuses, celles et ceux qui produisent les richesses et font tourner l'économie de notre pays sont méprisés, et par les gouvernements successifs, et par la soif effrénée de profit des capitalistes. **Le résultat, c'est un pays où ceux qui se lèvent tôt n'ont plus de quoi vivre !** Les loyers dans nos villes explosent, repoussant toujours plus loin les familles populaires qui doivent payer le carburant toujours plus cher pour aller travailler. Pendant qu'une minorité s'engraisse sur la guerre et l'épidémie, nous, la majorité, voyons chaque jour les factures d'électricité et le ticket de course augmenter.

Pour nous, communistes, socialistes, écologistes, insoumis, militants et militantes du progrès humain, cette situation est insupportable. Dans un contexte aussi dramatique pour le peuple, l'État doit prendre ses responsabilités en soutenant ses aspirations à une vie digne.

Dès demain à l'Assemblée, nos élus prendront des mesures d'urgence pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages et l'économie tout entière. **La hausse des salaires est une**

impérieuse nécessité au vu de l'inflation. La France est un des pays européens où les salaires ont le plus stagné depuis 30 ans : nous fixerons immédiatement le Smic à 1500 euros net et 1900 euros brut. Cet argent, c'est de l'argent qui n'ira pas dans la poche des actionnaires mais qui irriguera directement l'économie tout entière, soutenant l'activité de nos entreprises. Il faut le dire aux candidats macronistes : aujourd'hui, on ne peut pas vivre avec un Smic à 1269 euros !

Nos fonctionnaires, qui ont démontré pendant la crise Covid à quel point ils et elles étaient indispensables à notre pays, doivent aussi être rémunérés à leur juste valeur. Le futur gouvernement issu de la **majorité de la Nupes dégelera le point d'indice des fonctionnaires et procédera à des hausses de salaires dans toute la fonction publique.**

De même pour nos anciens. Aucune pension ne peut être sous le seuil de pauvreté comme aujourd'hui sous Macron. Nous revaloriserons les pensions et rétablirons la demi-part des veuves et des veufs.

Il est insupportable de voir des étudiants, travailleurs en formation qui sont amenés à entrer sur le marché du travail, être considérés comme des moins que rien. L'idée même que la précarité soit acceptable pendant la période d'étude en dit long sur le respect que le président a pour la jeunesse. Nous proposons au contraire un revenu d'autonomie pour les étudiants. Ainsi, le temps des études sera consacré aux études et non aux emplois précaires et sous-payés, synonymes d'échec.

Enfin, car **aucun citoyen ne devrait voir son individualité être effacée par sa situation familiale**, nos élus voteront la dé-conjugalisation de l'Allocation adulte handicapé, mesure que les députés LREM ont combattu.

Avec Macron et ses députés godillot, c'est la misère, avec la Nupes et ses députés de combat, nous relèverons enfin la tête et engageront la conquête de ce pouvoir d'achat qui nous a trop longtemps été nié.

Lula président !



Les 2 et 30 octobre 2022, le Brésil va élire pour quatre ans son prochain président de la République. Cette élection se fera conjointement avec celles des deux chambres du Congrès ainsi que celles des assemblées et des gouverneurs des États.

Après les années Bolsonaro, marquées entre autres choses par une gestion catastrophique de l'épidémie de Covid – plus de 600 000 morts – et par la destruction inconsidérée de la forêt amazonienne, le vent de l'espoir pour la gauche souffle à nouveau sur le grand pays.

L'ancien président Lula da Silva, redevenu éligible après l'annulation de l'ensemble des condamnations qui l'avaient injustement frappé dans le cadre de procédures truquées, a lancé sa campagne début mai à Sao Paulo. **Sa popularité intacte, l'ancien ouvrier métallurgiste et toujours candidat du Parti des Travailleurs devrait s'affronter à Jair Bolsonaro, désireux de rempiler.**

Avec un large rassemblement de forces politiques autour de lui, les possibilités que Lula redevienne président se renforcent.

Un vent d'espoir pour la gauche souffle sur le Brésil

L'Australie tourne la page



Après neuf ans au pouvoir, la Coalition, alliance regroupant le Parti libéral et le Parti national (droite), a subi une défaite aux élections législatives australiennes du 21 mai. Le Parti travailliste mené par Anthony Albanese remporte 77 des 151 sièges au parlement.

Dire que le Labor a triomphé serait toutefois un peu rapide. Les travaillistes voient ainsi leur nombre de voix diminuer par rapport aux élections de 2019. Surtout, leur campagne peu emballante et le manque de charisme de M. Albanese les laisse à 3,5 points du total de la Coalition.

Ils évitent cependant d'avoir à nouer des alliances parlementaires. On a longtemps cru que les Verts, en progression, pourraient jouer le rôle de faiseurs de rois. Mais avec plus d'un million de voix, les écologistes n'obtiennent que quatre élus, la faute à un mode de scrutin complexe favorisant les grandes coalitions.

Les grands vainqueurs du scrutin sont les candidats indépendants ayant fait campagne sur le thème de la lutte contre le changement climatique. Dix d'entre eux ont trouvé le chemin de Canberra, majoritairement élus dans des circonscriptions conservatrices. Un symbole fort de la sanction infligée par les électeurs au Premier ministre Scott Morrison pour sa politique environnementale. L'Australie a en effet été marquée depuis trois ans par les calamités : sécheresses, incendies géants, inondations face auxquelles la droite a peiné à se montrer à la hauteur.

M. Albanese et son équipe auront fort à faire pour transformer l'Australie en « superpuissance des énergies renouvelables ». Deuxième exportatrice mondiale de charbon, l'Australie reste fortement marquée par l'industrie minière. Au sein du Labor, les très influents syndicats de mineurs restent opposés à toute limitation de l'extraction du charbon.



Indo-Pacifique

Grandes manœuvres en vue dans le Pacifique Sud

Le ministre des affaires étrangères chinois Wang Yi a entamé le 26 mai une visite du Pacifique Sud, rencontrant les dirigeants de huit pays (Îles Salomon, Kiribati, Samoa, Fidji, Tonga, Vanuatu, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Timor-Leste). Au programme, une « vision commune de développement » qui inquiète l'Australie.

Sous ce nom, la Chine propose une série d'accords aux îles du Pacifique Sud. Contre le libre-échange donnant accès à l'immense marché chinois, la République populaire propose une série de mesures sécuritaires et de développement. Le 31 mai, l'objectif d'un grand accord multilatéral s'est effondré en raison de l'opposition de la Micronésie. Des accords bilatéraux ont en revanche été signés.

Cette initiative ne rassure pas l'Australie qui considère le Pacifique Sud comme sa chasse-gardée, n'hésitant pas à y faire intervenir ses forces armées. Mais dans ces pays me-

nacés par la montée des eaux, l'inaction climatique du gouvernement Morrison a largement contribué à distendre les liens avec l'île-continent dans la dernière décennie.

Le nouveau gouvernement travailliste (voir article ci-contre) ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Après avoir assisté à une réunion du « Quad », alliance informelle entre l'Inde, le Japon, les États-Unis et l'Australie, la ministre des affaires étrangères australienne Penny Wong s'est rendue aux Îles Fidji tenter de rattraper le temps perdu. Le Quad, après s'être opposé à « tout changement du statu quo par la force dans la région », a annoncé des investissements à hauteur de 50 milliards \$ dans le soft power et les infrastructures de surveillance des activités maritimes chinoises.

Un an après l'achat de sous-marins à propulsion nucléaire, l'Australie confirme qu'elle est prête à montrer les muscles face à la Chine dans le Pacifique.

Suède, Finlande

L'OTAN en ligne de mire

L'intervention russe en Ukraine n'en finit pas d'accélérer la recomposition stratégique de l'Europe. Derniers en date, la Finlande et la Suède qui ont fait acte de candidature auprès de l'OTAN. **Ces candidatures ne sont pas anodines : ces deux États partagent, outre une proximité géographique avec la Russie en mer Baltique, une longue histoire de neutralité héritée de la Guerre froide.**

Pour la Suède, l'adhésion à l'Alliance atlantique ne serait que la conclusion logique d'une neutralité de façade. Le royaume scandinave n'a ainsi jamais hésité à se fournir en systèmes défensifs étasuniens. En 2018, la Suède achetait encore pour plus de 2,5 milliards € de batteries de missiles défensifs aux États-Unis.

Plus grave est la candidature de la Finlande. Ce pays voisin de la Russie était neutre depuis le traité YYA de 1948 qui mettait un terme à la Guerre de Continuation entre Finlande et URSS. Le modèle unique de neutralité conçu par la Finlande visait à neutraliser les manœuvres du bloc occidental sur les frontières nord de l'URSS tout en préservant la démocratie libérale finlandaise. La candida-

ture de ce pays équivaut donc à une dénonciation unilatérale du traité, au risque d'accroître les tensions. La Russie n'a d'ailleurs pas tardé à faire savoir sa réprobation quant à ces démarches diplomatiques.

La visite de sénateurs étasuniens à Helsinki ne fait pas planer l'ombre d'un doute sur la stratégie des États-Unis : **multiplier les points de tension pour affaiblir les capacités de résilience russes** dans une curieuse inversion de la stratégie du foquisme jadis théorisé par le leader anti-impérialiste Ernesto « Che » Guevara.

Pour le moment, ces tentatives rencontrent un curieux opposant. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a mis son veto sur l'adhésion de ces deux États, l'unanimité des pays-membres de l'OTAN étant nécessaire à cette démarche. **Après avoir assoupli sa position vis-à-vis de la Suède, la Turquie ferme toujours la porte à l'adhésion de la Finlande**, officiellement en raison du laxisme de ces États dans la lutte contre le PKK kurde, plus probablement dans la continuité de la brouille turco-américaine après l'achat d'armements russes par la Turquie depuis 2017.





Enseignants

Un nouveau cours pour l'Éducation nationale ?

Un nouveau gouvernement vient d'être mis en place. Une impression de déjà vu. Poursuivant sa logique libérale, E. Macron tente de donner le change et contradictoirement présente ses « réformes » comme les seules possibles. Pas d'alternative, c'est la fin de l'histoire ! Votez pour nous ! On peut toujours essayer de faire croire que l'on est de gauche mais cela ressemble à de l'électoratisme, à un tour de passe-passe manipulateur. Le cadre de l'ordo-libéralisme européen s'y ajoute, il est pleinement co-créé et accepté. Celui-ci bride toute volonté démocratique d'une transformation sociale qui ose s'en prendre à la racine, il y faut donc des luttes.

Néanmoins il essaye de gommer ce qui a provoqué de nombreuses critiques et protestations pendant son quinquennat : l'éducation. Avec la nomination d'un nouveau ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye.

Majoritaire dans les collèges et les lycées, le syndicat SNES-FSU le reçoit comme un « symbole de rupture ». L'historien et l'homme de culture avec ses valeurs est évidemment respectable, défendable du fait des attaques de l'extrême droite. Le président ne tente-t-il pas de médiatiser de nouveau un pseudo affrontement avec une extrême droite instrumentalisée pour cette nécessité ? Que va donc faire le ministre dans cette galère, sinon

que de servir de caution et d'instrument à E. Macron pour faire croire à une rupture après l'ère Blanquer si contestée dans la forme comme sur le fond ?

Il faudra plus que la seule capacité d'écoute. Au-delà de la forme, il sera sous la contrainte de mettre en œuvre la politique de ce gouvernement dont l'essence est l'idéologie libérale. La privatisation de l'école en est une des déclinaisons. Ce calcul macronien ne saurait répondre sur le fond aux besoins d'une école publique républicaine et démocratique pour tous.

Le réseau École du PCF a proposé un allongement du temps scolaire avec des moyens (professeurs...) et rappelle qu'il faudra transformer l'école pour permettre à tous les élèves de réussir en contestant la seule idéologie méritocratique. Cette conception a ses limites et se conjugue fort bien avec les idées néolibérales qui érigent la concurrence et la compétition comme logique de fonctionnement optimal de la société.

À Nantes, le 31 mai à l'appel de l'intersyndicale, environ 300 enseignants des collèges ont manifesté leurs colères et revendications en mettant l'accent sur les moyens (fermetures de classes, effectifs des classes, mutations forcées, inclusion, éducation prioritaire, accompagnants...).

Nouveau gouvernement

Nouveau, vous avez dit nouveau ?



Ça y est ! La Première ministre Élisabeth Borne a son équipe : un gouvernement de 27 ministres et secrétaires d'État, à parité hommes/femmes. Il s'agissait de gouverner « selon une méthode nouvelle », d'après les dires d'Emmanuel Macron au lendemain de sa réélection, pour un mandat qui ne serait pas la « continuité » du précédent. Or, avec une majorité de femmes et d'hommes venus directement du gouvernement Castex, certains simplement reconduits au même portefeuille – Bruno Le Maire à l'économie-finances, Gérald Darmanin à l'intérieur, Éric Dupont-Moretti comme Garde des sceaux -, on a peine à croire à un changement à venir dans la politique gouvernementale.

Bien au contraire, et pour le plus grand malheur de toutes celles et ceux qui « ne sont rien » et qui ne deviendront jamais millionnaires, les personnalités retenues ont tout pour rester sur les rails du libéralisme économique, forts de leur expérience de casse sociale.

En effet, il est difficile de concevoir qu'Élisabeth Borne, qui était en 2015 négociatrice secrète avec les sociétés concessionnaires d'autoroutes et avantageant scandaleusement le privé, puisse envisager une politique plus sociale... Plus tard, alors ministre des transports, elle s'était faite porteuse de l'ouverture à la concurrence des transports ferroviaires. De même pour Olivier Dussopt, avec la loi qui porte son nom, qui portait un coup violent contre la fonction publique en imposant aux agents les règles de l'entreprise privée. Ce ministre devrait « conduire » la réforme des retraites... Le fait de voir rejoindre le lobby des pesticides l'ancienne cheffe de cabinet de Marc Fesneau, notre nouveau ministre de l'agriculture, ne laisse pas non plus beaucoup d'espoirs de changements, sans parler des liens familiaux que certaines ministres ont avec des PDG de sociétés du CAC 40.

C'est donc un gouvernement très à droite qui vient d'entrer en fonction et le remplacement à l'Éducation nationale et à la Jeunesse du rétrograde Jean-Michel Blanquer par Pap Ndiaye, l'historien des minorités noires en Amérique et en France, ne devrait pas modifier grand-chose.

Pouvoir d'achat

Besoin de gagner plus pour vivre mieux



La nouvelle porte-parole du gouvernement Olivia Grégoire a annoncé le 1^{er} juin dernier que cette question « fera l'objet d'une communication en Conseil des ministres avant les législatives pour présenter les grandes mesures » et « un projet de loi de finances rectificative sera détaillé en Conseil des ministres le 29 juin pour une présentation à l'Assemblée dans la foulée ». Le gouvernement étudie plusieurs pistes pour faire face à la hausse des prix comme le chèque alimentaire, la suppression de la redevance ou encore un bouclier tarifaire sur l'électricité et le gaz.

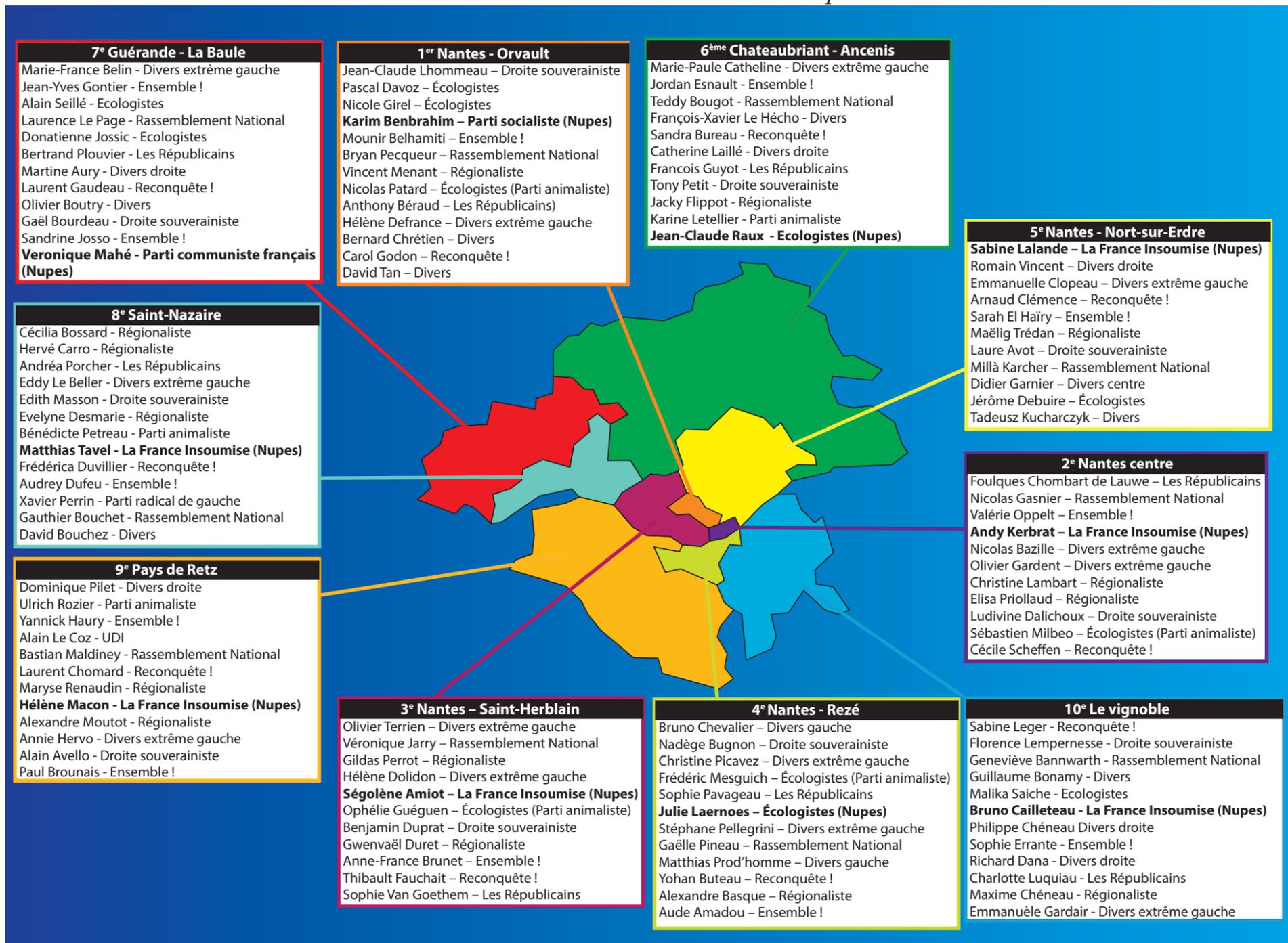
Ces mesurette ne seront pas à la hauteur de la crise que nous subissons. Les familles populaires, les classes moyennes sont et seront les plus touchées à l'heure où l'inflation est annoncée à +4,5 % sur un an, +7,2 % sur les produits frais, +2,8 % sur l'alimentation, +29 % sur l'augmentation de l'énergie.

Le 18 mai dernier, notre secrétaire national Fabien Roussel a écrit à la nouvelle Première ministre Élisabeth Borne pour lui adresser en premier lieu ses félicitations républicaines mais surtout pour l'interpeller « sur une question essentielle, qui appelle de [sa] part des décisions qui ne peuvent attendre encore des semaines, à savoir le pouvoir d'achat des Français ». Il a également exprimé l'opposition ferme au projet de réforme des retraites que le Président de la République [lui] demande de négocier avec les partenaires sociaux, si [elle disposerait] d'une majorité à l'Assemblée nationale ».

Sur le pouvoir d'achat, pourtant, des solutions existent : bloquer et baisser les prix des produits de première nécessité, porter immédiatement le Smic à 1500 euros net par mois, revaloriser les pensions de retraite, passer à 1400 euros minimum par mois pour une carrière complète et 1063 euros pour le minimum vieillesse, dé-conjugaliser et revaloriser l'allocation adultes handicapés (AAH) au niveau du Smic, instaurer la gratuité des quantités d'eau et d'électricité indispensables à une vie digne et aller vers la gratuité des cantines scolaires, organiser une conférence sociale sur les salaires, la formation, les conditions de travail, rendre effective l'égalité salariale entre femmes et hommes.

Législatives 2022

Carte des candidats en Loire-Atlantique



Beau lancement de campagne dans la 7^e circonscription



Nos camarades Véronique Mahé et Christophe Rouxel ont lancé leur campagne sur la 7^e circonscription chez un syndicaliste paysan avec **une belle soirée conviviale le vendredi 22 mai, rythmée par les interventions politiques.**

Dans un second temps le dimanche midi, l'ensemble des dix candidats du département s'est retrouvé à Nantes pour une conférence de presse et un temps politique collectif. Véronique et Christophe ont pu parler des urgences sociales, des salaires comme de culture.

Un beau week-end d'actions politiques pour mettre la Nupes en mouvement dans la Loire-Atlantique pendant le pont de l'Ascension. Cette belle mobilisation sur la 7^e circonscription a permis un mélange studieux de travail militant et de moments de détente près de la ligne côtière.

Une soixantaine de militants mobilisés, de nombreux communistes venus soutenir leurs candidats bien sûr, mais aussi des militants de toute la pluralité de la Nupes 44, insoumis, socialistes, GDS ou Place Publique.

Des centaines de portes frappées du Croisic à Batz et de La Turballe à Guérande pour aller à la rencontre des citoyens et des classes populaires et moyennes.

Autant de points d'appuis pour partager dans des discussions les propositions concrètes de nos candidats **Véronique Mahé et Christophe Rouxel**. Il reste une semaine pour convaincre et gagner face à une droite et une extrême droite divisées.

On continue !

Tourisme social

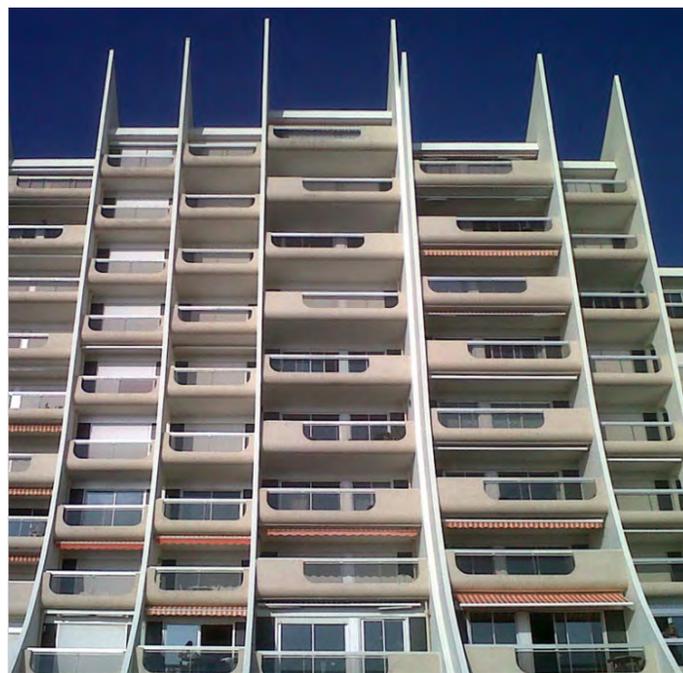
La « Faites des liens » se pose en Presqu'île

La CGT a fait la fête le samedi 21 mai à Mesquer, au village vacances Touristra, spécialisé dans le tourisme social qui ne manquera pas de faire le plein d'ici peu. Sous un soleil radieux, la « Faites des liens » aura rassemblé de nombreuses personnes et de nombreux militants de l'organisation syndicale.

L'idée de cette « faite » a germé en 2021, pendant la pandémie Covid où l'activité partielle, le télétravail et les périodes de confinement bouleversaient notre pays. **C'est à ce moment que des personnels des métiers du soin, particulièrement impactés par la crise sanitaire, ont eu l'idée d'organiser une initiative festive et réflexive qui se voulait militante et populaire** et ce, dans un contexte politique tendu où beaucoup d'incertitudes sanitaires pesaient. Ces travailleuses et travailleurs de première ligne avaient révélé à l'opinion publique leurs conditions de travail, les difficultés des métiers du soin et de la santé, le manque de personnel et l'état de notre système de santé.

Le besoin d'organiser une initiative combinant convivialité et réflexion syndicale, culture et divertissements, allait de soi. Au programme de la journée : débats, ateliers thématiques, théâtre, animations pour petits et grands, marché de producteurs locaux et bien sûr concerts. **La présence de Philippe Martinez, secrétaire général de la confédération CGT n'est pas passée inaperçue.**

Accompagné de Fabrice David, secrétaire général de l'Union départementale, le premier dirigeant de la CGT est venu soutenir les salariés du soin et rappeler la précarité dans laquelle vivent des centaines de milliers de travailleurs des métiers liés à l'accompagnement social, à l'aide à la personne ou à l'assistance de vie. **Candidate PCF aux élections législatives dans cette circonscription, Véronique Mahé était aussi de la fête pour échanger avec les visiteurs et porter les propositions communistes et de la Nupes.**



Immobilier

Particulièrement sensible dans les zones côtières, la tension que peut connaître l'immobilier représente un facteur aggravant pour le budget des habitants, au point parfois de devoir déménager pour des populations pour qui la hausse des prix devient insupportable. Dans un domaine où le marché est roi et où les régulations sont laissées à la libre appréciation de municipalités qui mettent au second plan la dimension sociale, les propositions que nous portons cherchent à répondre au besoin essentiel de chacune et chacun de vivre dans un habitat digne.

Parmi les mesures que les candidats de la Nupes mettent en avant, il y a **l'encadrement des loyers partout sur le territoire et à la baisse dans les grandes villes, l'adoption d'un bouclier logement limitant la part des revenus consacrée à se loger**, la construction, au niveau national, de 200 000 logements publics par an, soit plus du double de la production actuelle, le rehaussement du seuil minimal de logements sociaux par commune à 30 % en augmentant les sanctions contre les communes hors la loi. Du côté des propriétaires, l'imposition des hautes transactions immobilières spéculatives par une taxe progressive qui financerait la lutte contre le logement indigne, la lutte contre l'habitat indigne et insalubre en rendant obligatoire un « permis de louer », le lancement d'un grand plan de rénovation des logements, des droits de préemption et de réquisitions, des surtaxes pour lutter contre les logements vacants, la lutte contre la spéculation sur le logement en limitant les locations de courte durée...

La mise en œuvre de ces mesures, en permettant l'accession à un logement viable à chacun, locataire ou en propriété, permettra de dégonfler la spéculation immobilière et ses effets directs sur le budget des ménages.

Agriculture et pêche

Une alimentation saine et pour toutes les bourses

La Nouvelle Union populaire écologique et sociale projette la création d'un ministère de la Production alimentaire, porteur de différentes mesures visant à garantir à tous une nourriture saine : **limitation, voire interdiction d'additifs, étiquetage nutritionnel obligatoire, éducation à la nutrition, mise en place d'une « sécurité sociale de l'alimentation », prix bloqués...**

Cette démarche, qui ne pourra pas se faire sans le monde agricole, vise à obtenir une véritable souveraineté alimentaire. **Il s'agira de contribuer à la création de 300 000 emplois agricoles pour instaurer une agriculture relocalisée, diversifiée et écologique, de garantir des prix rémunérateurs aux producteurs, de refondre la Politique agricole commune** pour répartir plus justement les aides et les orienter vers l'agriculture écologique et paysanne, de conduire une réforme agraire pour maîtriser et réguler plus efficacement le foncier et la production agricoles, d'encourager l'installation de nouveaux agriculteurs, le développement d'exploitations à taille humaine...

Du côté de la mer et de ses produits, le programme envisage la création d'un droit international de la biodiversité marine, un renforcement de la recherche et de l'éducation dans le secteur maritime, un développement de la formation professionnelle aux techniques de pêche écologiques et durables, la lutte contre les pratiques de pêche illégales ou destructrices, une augmentation des moyens de surveillance de notre domaine maritime, un classement de 30 % du territoire maritime français en aire maritime protégée...

Avec nos candidats élus à l'Assemblée nationale, la perspective d'une alimentation saine pour tous, dans le respect des producteurs, pourra se concrétiser.



Festival de Cannes

De beaux films et surtout une belle histoire



Le Festival de Cannes est né de la volonté clairement affirmée de se démarquer de la Mostra de Venise et des choix très orientés de l'année 1938, imposés par Hitler à l'Italie mussolinienne. Le nazi n'avait pas apprécié, l'année précédente, que le cinéma allemand n'ait pas été récompensé, et que le prix du jury ait été attribué à « La Grande Illusion », le film pacifiste de Jean Renoir.

C'est donc dans une optique antifasciste que s'est organisé le festival de Cannes, prévu initialement pour septembre 1939. **L'entrée en guerre a eu raison de cette première et il faudra attendre 1946 pour voir se réaliser le premier festival de Cannes.**

La dimension politique des débuts du festival demeurera, avec notamment un investissement financier et militant de la CGT dont

les membres participeront bénévolement à la construction du palais des festivals. Le Parti communiste, pour lequel le cinéma a eu une telle importance, a suivi de près l'évolution de cette manifestation annuelle.

Quelques décennies plus tard, la remise de la Palme d'or au Suédois Ruben Östlund pour le film qu'il a écrit et réalisé « Triangle of Sadness » - titre français : « Sans filtre » -, récompense une œuvre satirique qui met en question avec gourmandise des rapports de classe exacerbés, des rapports de genre inversés dans des situations souvent outrées et cocasses.

Le naufrage d'un yacht de luxe, comme une allégorie d'un monde occidental repus en débâcle.

Hellfest

Il est de retour et ça va faire du bruit !

Pour celles et ceux qui ne le savent pas encore, Clisson va de nouveau accueillir cette année l'un des plus grands festivals de Métal (heavy ou alternatif) et de Hard Rock d'Europe et l'un des plus importants festivals de musique en France.

Après deux ans d'interruption liée à la Covid, « les métalleux » et amateurs de gros rock vont retrouver le site et ses innovations. C'est un format inédit qui attend les visiteurs : deux week-ends de suite, du 17 au 26 juin. Pour Ben Barbaud, fondateur de ce monument du rock : « 2022 sera l'édition du siècle ». L'idée de cet événement désormais devenu mythique est née en 2002, avec le Furyfest, un autre festival métal organisé jusqu'en 2005 par une bande de copains sur divers sites de la région des Pays de la Loire.

C'est en 2006 que le Hellfest s'installe définitivement en périphérie de Clisson, entre les vignobles et la vieille cité de caractère aux airs d'Italie. Depuis, le succès est immense : 22 000 spectateurs en 2006 et près de 170 000 en 2019. Il connaît une renommée internationale, les spectateurs viennent de toute la France,

de toute l'Europe, sans compter toutes celles et ceux qui arrivent d'Argentine ou du Japon pour en prendre plein les oreilles pendant un week-end, voir deux cette année. D'autant que la programmation fait une fois encore rêver : Deftones, Megadeth, Scorpions, Gun's n Roses, Gojira, Sepultura, Alice Cooper, Bad religion... et pour la première fois Metallica.

Des grosses écuries certes, mais pas que, puisque les six scènes feront largement la place à des artistes moins connus. Dans une ambiance exceptionnelle, tout un territoire va pour quelques jours se vêtir de noir, de cuir, se parer des accessoires les plus excentriques et vibrer au son des guitares et amplificateurs saturés. Seul point négatif, le coût d'un week-end. Pour un passe d'une journée, comptez 52 euros, pour trois jours autour de 150 et d'année en année ces tarifs progressent vite. La billetterie étant complète, des billets 3 jours peuvent se revendre plusieurs milliers d'euros. Des prix auxquels il faut ajouter les consommations pas si bon marché. Quand on aime, on ne compte pas paraît-il. Quoi que.



Voyage à Nantes 2022

L'évènement culturel gratuit de l'été

Le Voyage à Nantes (VAN) édition 2022 se tiendra du 2 juillet au 11 septembre. Pour sa onzième édition, l'espace public est toujours investi. Les curieux suivront la ligne verte de 12 km qui parcourt les rues et les places en quête de nouvelles créations. Un voyage qui s'enrichit sans cesse chaque année tout en se revivifiant avec plus de cinquante œuvres. Dans le centre-ville, deux nouveaux lieux seront investis pour la première fois.

Cette ligne qui s'insinue dans la ville propose aux passants et habitants de redécouvrir la cité au gré des lieux de rencontre et de convivialité. Soit en posant un regard attentif sur des objets du patrimoine ou de quelques rues ou éléments d'architecture historiques, soit en étant interpellé par des œuvres d'art actuelles, contemporaines et des installations éphémères. Chacun et chacune iront de sa propre critique émotionnelle.

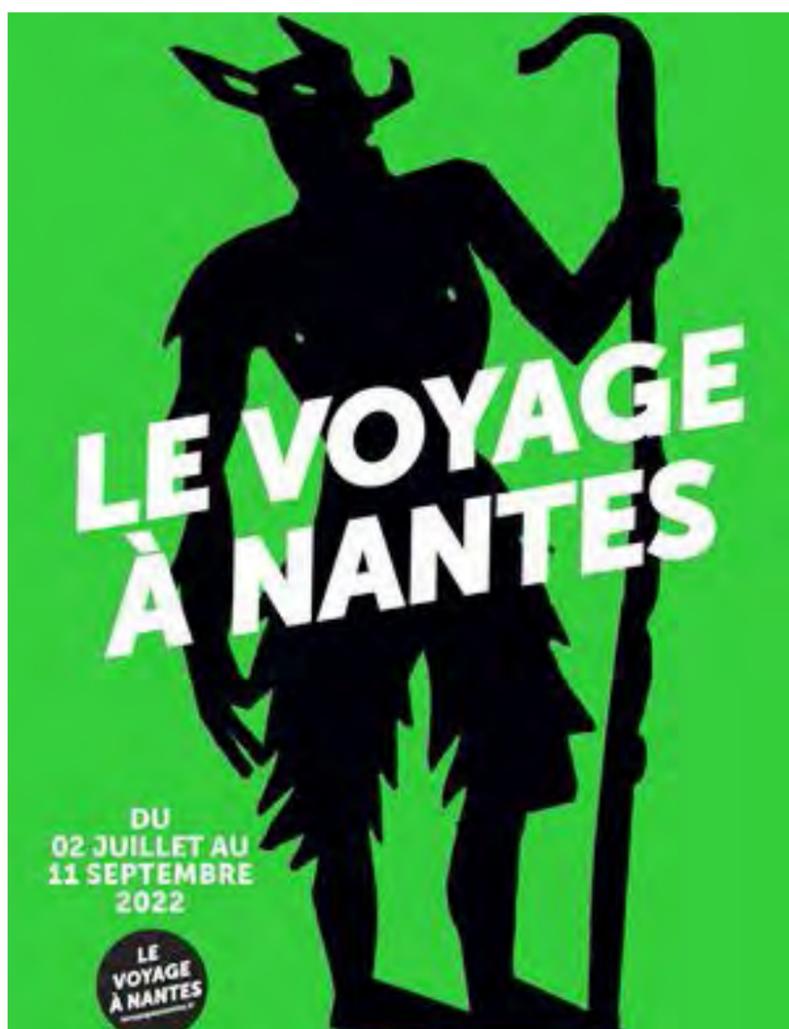
Des « points de vue » visuels inattendus parmi la quarantaine de lieux susciteront l'intérêt ou la réaction sensible, dans la ville comme vers l'estuaire et le vignoble. Parmi les créateurs, on ne peut tous les citer, quelques noms : Pascal Convert, Félicie d'Estienne d'Orves, Benjamin Navet, Eva Jospin...

En plus des œuvres installées durablement dans la ville comme des repères culturels - Les Anneaux -, de nouvelles s'inscrivent dans la programmation :

- « Miroirs des temps » par Pascal Convert.
- « Une invitation aux voyages imaginaires » par Alexandre B. Navet.
- « Le théâtre des opérations » par Hélène Delprat.
- « Un castor sur un mur » par Laurent Le Deunff

Ainsi que le dit Jean Blaise, directeur du VAN : « les tremblements du monde agissent sur le travail des artistes »

Bon voyage !



L'hôpital sous tension

La finance, ou Diafoirus au chevet de l'hôpital



Début 2020 plus de 1000 médecins, dont 600 chefs de services, démissionnaient collectivement pour dénoncer l'absence de moyens dont souffrait l'hôpital public. Cette démonstration de force impressionnante, qui faisait suite à d'importantes manifestations et grèves pendant l'automne 2019, n'avait cependant pas réussi à modifier la trajectoire du gouvernement.

Puis s'est imposée peu après la pandémie de Covid et tout alors laissait penser qu'une prise de conscience entraînerait enfin une remise en question radicale de la politique destructrice qui jusqu'alors tenait lieu de feuille de route : près de 100 000 lits supprimés en 20 ans, réduction de services dans les petites structures hospitalières, compression de personnels à tous les niveaux... Les espoirs que pouvait porter un « Ségur de la santé » ont bien vite été douchés et les réponses, tant matérielles qu'humaines, n'ont pas répondu aux attentes. Le 19 mai, c'était au tour des assistantes sociales du CHU de Nantes de faire mouvement pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail.

Récemment, près de 80 services d'urgences sur tout le territoire ont dû fermer partiellement ou complètement. Le comble étant atteint lorsque, comme au CHU de Bordeaux, il est fait appel au bénévolat pour maintenir l'accueil du service des urgences ouvert !

Ainsi, tout est mis en œuvre pour pousser à la destruction de l'hôpital public, en imposant les règles de l'entreprise, avec la volonté cynique de tirer des profits sur la santé. Pour Philippe Bizouarn, médecin-anesthésiste au CHU de Nantes, membre du collectif inter-hôpitaux : « C'est oublier que l'hôpital n'est pas une entreprise et, de fait, ne peut s'organiser comme telle. C'est oublier que le soin n'est pas une marchandise s'échangeant entre le privé et le public. »

Neuf organisations représentant les soignants et autres personnels hospitaliers ont appelé à une journée de mobilisation le 7 juin, pour réclamer des hausses de salaires et d'effectifs. Par ailleurs, la CGT organise un débat public à Paimboeuf : « Pouvoir se soigner près de chez soi, c'est urgent ! » le mercredi 8 juin 2022 à 20 heures, salle Cutullic.

Fermeture

Le centre de formation d'Enédis menacé

Bien que d'énormes besoins en formation théorique et technique des agents soient une réalité et alors que les niveaux de compétence doivent augmenter dans tous les métiers liés à l'énergie, notamment en ce qui concerne la prévention des risques et la sécurité au travail, au moment même où le bilan social d'Enédis est examiné et conclu aux difficultés croissantes de recrutements avec qualifications, la direction de l'entreprise publique Enédis, distributeur de l'électricité, a pour projet de fermer l'un de ses centres de formation basé à Saint-Étienne-de-Montluc. Celui de Lille est aussi sur la sellette. De ce fait, le nord et le Grand ouest seraient privés de ces outils professionnels de proximité.

Pourtant, l'entreprise peine à recruter des agents issus des filières techniques classiques, et ce n'est pas sans conséquences pour l'avenir de la distribution de l'électricité. Pour la CGT, qui lutte pour le maintien du centre de for-

mation : « Il est indispensable de disposer d'écoles de qualité et de proximité pour réussir les défis de renouvellement des compétences dans un secteur clé pour l'avenir, comme dans toute l'industrie ». D'autant plus que le projet de fermeture est en pleine contradiction avec la volonté du Conseil Régional et la Communauté de Communes Estuaire et Sillon de faire du site un « pôle énergie » majeur. Le sujet est donc éminemment politique et stratégique. Les candidats de la 3^e circonscription aux élections législatives ont deux gros sujets énergétiques sur leur territoire : la centrale de Cordemais et désormais le campus Enédis. Ils doivent donner leur avis.

Pour les communistes, ces deux infrastructures sont indispensables au service public de l'électricité et à l'avenir du territoire. Une pétition est en ligne, vous pouvez la signer sur : <https://chnq.it/2Hszpr8s>



Lactalis

Le conflit s'arrête mais il n'est pas fini !

Après huit semaines de mouvement, les salariés de Lactalis-Nestlé de Vallet ont cessé les débrayages mais imposent des négociations à la direction.

Depuis la mi-avril, la CGT LNUF (Lactalis-Nestlé) organisait la lutte pour défendre un collègue licencié et exiger de meilleures conditions de travail, une revalorisation des salaires et de meilleurs rapports sociaux sur un site où l'encadrement est qualifié d'oppressant et discriminatoire. Le licenciement d'un ouvrier de ligne de production avait déclenché le conflit.

Selon le patronat, le jeune homme aurait commis une faute grave parce qu'il n'aurait pas nettoyé sa machine. Une accusation que réfute l'ouvrier. La mobilisation des salariés en solidarité avec leur collègue s'est traduite par des débrayages de deux heures, deux jours par semaine. Ce soutien a été ample, beaucoup de salariés se sont retrouvés, sur le point de rendez-vous établi pour la lutte, pendant leur temps de congés, sur leur RTT, avant et après les postes de travail.

Le soutien est aussi venu de plusieurs organisations et personnalités politiques parmi lesquelles celle du PCF. Ce rapport de force a obligé la direction à ouvrir des discussions sur la situation sociale dans l'usine de yaourts du vignoble nantais.

Pour Laurent Mathet, délégué syndical CGT : « Il y avait bien longtemps que les salariés n'étaient plus ni entendus ni écoutés ». Un premier point positif donc. Dans les discussions, la direction est restée inflexible sur la réintégration du salarié mis à la porte, ce qui conduit la CGT à recourir aux prud'hommes pour dénoncer un « licenciement abusif ». Pour autant, sur les autres revendications, celles sur les conditions de travail, les salaires et l'encadrement ; le groupe Lactalis-Nestlé s'engage à revoir l'organisation du travail et du « management », il reconnaît aussi l'excès de charge de travail aux postes de manutention. Sur la question des salaires, les dirigeants du groupe ont annoncé l'évaluation des changements de coefficient. Le syndicat a rappelé à la direction ses engagements oraux et la détermination des salariés à reprendre la lutte s'ils n'étaient pas respectés.



MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE **Des emplois-jeunes dans le programme de la Nupes ?**

Ce n'est pas la meilleure idée de la Nupes que l'on trouve au milieu de mesures intéressantes pour les jeunes. À rebours des luttes décennales de la jeunesse pour entrer dans le droit commun, le programme de la Nupes propose une politique « d'emploi-jeune » d'une durée de cinq ans, dans le secteur non marchand et public ».



Pourtant, de nombreux points du programme vont dans le sens de revendications portées par les organisations de jeunesse depuis plusieurs années. C'est le cas de « l'allocation d'autonomie », proche du revenu étudiant de l'Union des étudiants communistes. On peut citer aussi la fin de la sélection à l'université, l'abrogation des réformes Blanquer, le prérecrutement au métier d'enseignant.

Certes, le projet « jeunesse » de la Nupes n'est pas aussi ambitieux que celui de Fabien Roussel. Il a quand même le mérite d'exister quand Renaissance (ex-LREM), la droite et l'extrême droite ne proposent aucune politique cohérente à destination des jeunes.

Tout de même, le candidat communiste à l'élection présidentielle proposait entre autres la fin des contrats précaires ; l'interdiction des rémunérations en dessous du Smic pour les stagiaires, apprentis et alternants ; la sécurisation de l'emploi et de la formation, ou encore des formations rémunérées couplées à des embauches dans les services publics. Le député du Nord voulait aussi inclure les années d'études dans le calcul de la retraite, pour partir réellement à 60 ans à taux plein. Cette proposition n'apparaît plus chez la Nupes.

Même si la Nupes promet des avancées sociales importantes pour les jeunes, la présence d'une proposition d'emploi-jeune a de quoi faire bondir les organisations de jeunesse. Lors des négociations autour du programme de la Nupes, les communistes ont tenu à préciser leur opposition aux emplois-jeunes. **Contrairement aux autres forces qui soutiennent ce dispositif, le PCF a travaillé son programme avec une organisation de jeunesse riche de batailles décennales contre la précarisation des jeunes.** En effet, le MJCF s'oppose depuis sa lointaine fondation aux dispositifs moins-disants pour les jeunes qui les sortent du droit commun.

Pour les communistes, l'enjeu est au contraire de normaliser le CDI et la titularisation, afin de sortir les jeunes de leur place précaire dans l'emploi. On peut légitimement craindre qu'un emploi-jeune d'une durée de cinq ans dans le privé et le public devienne la norme d'entrée des jeunes sur le marché du travail, aggravant de fait le taux d'emploi temporaire chez les jeunes.

Pour Léon Deffontaines, « cela montre que les organisations de jeunesse doivent continuer de porter les revendications des jeunes en matière de sécurisation des parcours de vie ». « Je soutiens néanmoins le programme de la Nupes, car il apporte des avancées immédiates et significatives pour la situation des jeunes », nuance-t-il.

En pesant nos mots, on peut quand même prétendre qu'une telle mesure d'emploi-jeune soulèverait bien des déceptions et des mécontentements si elle venait à être réellement portée à l'Assemblée nationale. **Comme depuis bientôt un demi-siècle, fort est à parier que les jeunes se mobiliseraient contre un dispositif les discriminant dans l'emploi.**

Hommage à André CABON



C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris le décès d'André Cabon, militant PCF de la section de la presqu'île guérandaise. André était un homme attachant, sensible, toujours aidant. Il avait adhéré au PCF il y a 60 ans. Il a très longtemps travaillé à l'INSEE après avoir travaillé dans une tuilerie. Il a prolongé son engagement politique dans le syndicalisme, à la CGT. Passionné de mer et de moto side-car, il aimait partager sa machine, notamment à la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique où beaucoup de monde, notamment des enfants, ont pu découvrir les joies du side-car avec lui. L'équipe des Nouvelles présente à Françoise, à ses enfants et à ses proches, ses plus sincères condoléances.

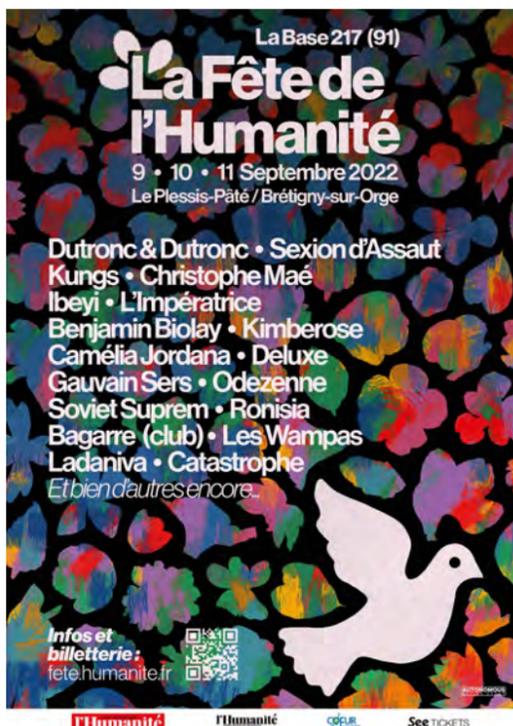
Didier LÉON

Nous avons aussi appris le décès de Didier Léon, lui aussi militant du PCF depuis plusieurs décennies, cheminot retraité, il avait fait toute sa carrière professionnelle à la SNCF où il aura été investi de plusieurs responsabilités syndicales. Il participait presque chaque année à la Fête de l'Huma en tant que bénévole sur le stand de la Fédération de Loire-Atlantique. Nous présentons également à ses proches nos plus sincères condoléances.



Fête de L'Humanité 2022

12 nouveaux artistes annoncés



Christophe Maé, Benjamin Biolay, Ibeyi, Kimberose, Deluxe, L'Impératrice, Odezenne, Soviet Suprem, Les Wampas, Bagarre, Catastrophe et Ladaniva sont les douze nouveaux artistes annoncés pour cette édition 2022. Ils rejoignent Jacques et Thomas Dutronc, Sexion D'Assaut, Camélia Jordana, Kungs, Gauvain Sers et Ronisia déjà annoncés il y a quelques semaines.

Pour rappel, la fête s'apprête à écrire une nouvelle page de sa longue histoire. Créé en 1930 par Marcel Cachin, directeur de L'Humanité, l'événement qui se déroulera les vendredi 9, samedi 10 et dimanche 11 septembre 2022, va littéralement déménager de la Seine-Saint-Denis à l'Essonne. Rien à voir avec les événements récents au stade de France, tout était très bien à La Courneuve, mais en raison de la construction du futur village des Médias pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

L'Huma s'installe donc sur l'ancienne base aérienne 217 du Plessis-Pâté, située en plein cœur de l'Essonne une aubaine pour les Ligériens qui éviteront ainsi les bouchons parisiens.

Les bons de soutien sont arrivés à la fédération du PCF de Loire-Atlantique (41 rue des Olivettes à Nantes), alors pensez vite à venir prendre vos vignettes et soutenir le journal L'Humanité ainsi que sa fête pour 35€.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Louis CHRETIEN Pedro MAIA
 Pascal DIVAY Véronique MAHE
 Alain BOURDEAU

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :
 ADRESSE :
 TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
 Chèque à l'ordre de ADF44
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)